



**LYCEE JANSON DE SAILLY  
PARIS 16<sup>ème</sup>**

**CONVENTION D'ADHESION A UN GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE EPLE  
« VERIFICATION ET MAINTENANCE DES MOYENS DE LUTTE CONTRE L  
INCENDIE » (MIPI)**

Vu l'article L.421-10 du code de l'éducation,

Vu le Code de la commande publique 2019,

Vue l'instruction codificatrice M9-6 du 14 décembre 2012 paragraphe 1143, et 1213 pour M9-6 Opale.

Vue la convention d'adhésion à un groupement de services « COMMANDE GROUPEE DE DENREES ALIMENTAIRES, FOURNITURES ET PRESTATIONS DE SERVICES, JANSON DE SAILLY, PARIS 16<sup>ème</sup> »

Il est constitué entre:

le lycée Janson-de-sailly  
et  
les établissements adhérents

un groupement de commandes régi par les articles L2113-6 et L2113-7 du Code de la commande publique 2019.

**Article 1 – Dénomination**

La dénomination du groupement de commandes est : services « COMMANDE GROUPEE DE DENREES ALIMENTAIRES, FOURNITURES ET PRESTATIONS DE SERVICES, JANSON DE SAILLY, PARIS 16<sup>ème</sup> ».

**Article 2 – Objet**

Le groupement de commandes a pour objet de permettre à chacun des adhérents, pour ce qui le concerne, de passer avec le ou les titulaires retenus à l'issue d'une procédure prévue par l'article R2124-1 du code de la commande publique 2019 un marché relatif aux prestations des marchés relatif à la vérification et la maintenance des moyens de lutte contre l'incendie.

**Article 3 – Durée**

La présente convention entre en vigueur dès sa signature par les adhérents dans les conditions fixées à l'article L.421.14 du code de l'éducation nationale et s'achève à la réalisation complète de son objet.

Ce marché sera établi pour une durée initiale de trois années, soit pour la période du 01 décembre 2026 au 30 novembre 2029, sauf en cas de force majeure liée notamment à des décisions des collectivités de rattachement. Les adhérents s'engagent pour une durée de trois ans.

#### **Article 4 – Procédure de dévolution des prestations**

Le groupement de commandes a pour objet de permettre à chacun des adhérents, en respect de l'article R2124-1 du code de la commande publique 2019, de bénéficier d'une procédure groupée pour l'achat de prestations de « vérification et la maintenance des moyens de lutte contre l'incendie »

#### **Article 5 – L'établissement coordonnateur**

L'établissement coordonnateur ayant la qualité de pouvoir adjudicateur est le lycée Janson de Sailly à Paris 16<sup>ème</sup>, établissement siège du groupement de services « commandes groupées » régi par la convention susmentionnée.

Le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation du marché.

A ce titre, il :

- centralise les besoins des adhérents, exposés au moyen de la fiche "Etat des besoins » ;
- choisit la procédure de passation du marché, conformément aux dispositions du l'article R2124-1 et des articles R2121-1 à R2121-3 du code de la commande publique 2019 ;
- rédige les cahiers des charges (CCAP, CCTP, RC, AE, bordereaux des prix), définit les critères de sélection des offres ;
- assure la rédaction et l'envoi de l'avis d'appel public à la concurrence au BOAMP et JOUE ;
- gère les opérations de consultation normalement dévolues à la personne responsable du marché (envoi aux publications, envoi des dossiers aux candidats, réception des plis de candidatures et d'offres, ....) ;
- convoque la commission technique ainsi que la commission d'appel d'offres et en assure le secrétariat ;
- informe les candidats du sort de leur candidature et offres ;
- signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents (articles L2113-6 et L2113-7 du Code de la commande publique 2019) ;
- transmet les documents nécessaires aux autorités de contrôle du marché ;
- transmet à chaque adhérent les documents nécessaires afin d'assurer une bonne exécution du marché et à présenter comme pièces justificatives à l'appui des mandats concernés par le marché et notamment le CCAP, l'acte d'engagement des candidats retenus, les fiches techniques actualisées, les prix et le cas échéant leurs modalités d'actualisation ;
- rédige le rapport de présentation signé par le pouvoir adjudicateur du lycée Janson-de-sailly, tel que prévu dans aux articles R2184-1 à R2184-6 du Code de la commande publique 2019 ;
- procède à la publication des avis d'attribution prévu à l'article L2183-1 du Code de la commande publique 2019 ;



- répond, le cas échéant, des contentieux précontractuels, ainsi que de référé contractuel.

Il mène à terme toute procédure de passation qu'il a engagée, même en cas de transfert du siège du groupement de services "commande groupée" susmentionné.

Le coordonnateur tient à la disposition des adhérents les informations relatives à l'activité du groupement.

#### **Article 6– Obligations des adhérents**

Les obligations des adhérents sont détaillées dans la convention d'adhésion à un groupement de service « COMMANDE GROUPEE DE DENREES ALIMENTAIRES, FOURNITURES ET PRESTATIONS DE SERVICES, JANSON DE SAILLY, PARIS 16<sup>ème</sup> ».

Pour mémoire, les adhérents, communiquent à l'établissement coordonnateur une évaluation sincère de leurs besoins relatifs à l'objet défini à l'article 2, au moyen de la fiche "Etat des besoins".

Chaque adhérent est tenu :

- d'exécuter le marché portant sur l'intégralité des besoins qu'il a indiqués l'établissement coordonnateur, avec le titulaire retenu au terme de la procédure groupée ;
- d'en suivre l'exécution ;
- de répondre des contentieux contractuels concernant la bonne exécution de son marché.
- De faire voter au CA son adhésion et transmettre au coordonnateur la référence de l'acte
- L'adhésion définitive est soumise à l'envoi des documents cités ci-dessus et au règlement des frais d'adhésion.

#### **L'établissement coordonnateur se réserve le droit de refuser les adhésions non complètes.**

En outre, chaque adhérent tient informé l'établissement coordonnateur de la bonne exécution de son marché.

Sauf cas exceptionnel, les adhérents s'engagent pour la durée totale du marché

#### **Article 7 – La commission d'appel d'offres**

La commission d'appel d'offres est celle de l'établissement coordonnateur aux articles L2113-6 et L2113-7 du Code de la commande publique 2019 et l'article article L. 1411-5 du code général des collectivités territoriales.

L'agent comptable du groupement ainsi que le représentant de la direction départementale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission d'appel d'offres lorsqu'ils y sont invités. Leurs observations sont consignées aux procès-verbal.

La commission d'appel d'offres peut être assistée sur invitation par des agents des membres du groupement, compétents dans ce domaine qui fait l'objet de la consultation, ou en matière de marchés publics.



### **Article 8 – Commission technique**

Une commission technique consultative est chargée par la commission d'appel d'offres de l'assister dans les tâches préparatoires et l'analyse des offres. Un compte-rendu écrit de ses investigations est transmis à la commission d'appel d'offres du lycée Janson-de-Sailly.

Elle est composée des représentants adhérents avec un maximum de deux personnes par établissement et du secrétariat de l'établissement coordonnateur. Aucun quorum n'est requis pour son fonctionnement. Des personnalités désignées par la commission technique peuvent participer à ces travaux préparatoires en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de cette procédure de marchés publics.

### **Article 9 – Frais de fonctionnement**

Les fonctions de coordonnateur sont exclusives de toute rémunération.

Le coordonnateur, établissement support, est indemnisé des frais occasionnés par le fonctionnement du groupement de commandes par une participation supportée par chacun des membres et fixée à 35 euros pour chaque marché pour la durée du marché.

Par avenant à la présente convention, ce montant peut être réévalué chaque année, en tant que de besoin.

Si le coordonnateur venait à être condamné en contentieux de référé précontractuel ou contractuel au paiement de frais à verser à la partie requérante, un supplément de cotisation serait demandé à chaque adhérent pour couvrir ces frais supplémentaires.

A la fin de l'exécution du marché l'établissement coordonnateur adresse à chaque membre du groupement un rapport relatif à l'utilisation des sommes ainsi versées.

### **Article 11 – Frais de fonctionnement**

Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention ressort du **tribunal administratif de Paris**

7 rue de Jouy

75004 Paris cedex

@ : greffe.ta-paris@juradm.fr

☎ : 01 44 59 44 99 / 📠 : 01 44 59 46 46

Adresse internet : <http://paris.tribunal-administratif>.



Groupement de commandes Janson-de-Sailly : Convention d'adhésion au marché de vérification et la maintenance des moyens de lutte contre l'incendie

Paris, le .....

Le chef de l'établissement  
adhérent

**N° SIRET (obligatoire Chorus)**

Le gestionnaire de l'établissement  
adhérent

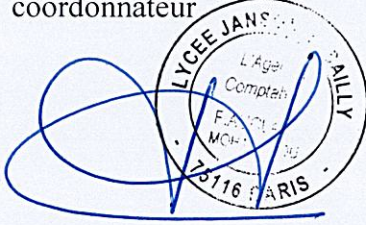
Cachet de l'établissement  
Adhérent

Paris, le 15/01/2026

Le chef de l'établissement  
coordonnateur

  
Le proviseur  
**Patrick FOURNIÉ**  
P. FOURNIÉ  
Proviseur de Janson de Saily Paris 16<sup>ème</sup>

Le gestionnaire de l'établissement  
coordonnateur

  
L'Agée  
Comptable  
F. AUCLAIR  
MOHAMADOU  
75116 PARIS

Mme AUCLAIR MOHAMADOU  
Administratrice

Cachet de l'établissement  
coordonnateur

**LYCEE JANSON de SAILLY**  
106, rue de la Pompe  
75775 PARIS CEDEX 16  
Tél. 01.55.72.53.74 - Fax 01.40.53.28.04